N° 173
1er OCTOBRE 2020

KOMITÉ POPILÈ

jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | *cncpmartinique@gmail.com*

EDITORIAL

REAGISSONS AVANT QUE LA DICTATURE N'EMPIRE !

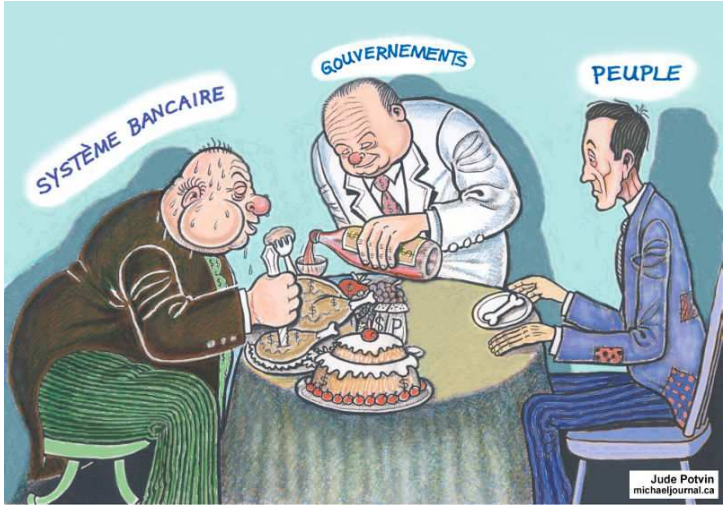
Partout dans le monde, les gouvernements des pays impérialistes et capitalistes orchestrent la mise en place d'une implacable dictature planétaire. Dans un texte en quatre parties, nous proposerons des éléments le démontrant, selon nous, de façon incontestable. Dans ce premier article, nous abordons la place des banques dans l'instauration de cette dictature.

La dictature des banquiers et des spéculateurs (1/4)

Peut-être, faut-il rappeler, en introduction, une simple définition que donne le dictionnaire Larousse du mot dictature : "Régime politique dans lequel le pouvoir est détenu par une personne ou un groupe de personnes qui exerce sans contrôle et de façon autoritaire".

Le pouvoir détenu par les banques et les grandes institutions financières internationales est incomparablement supérieur à celui des Etats et de leur gouvernement. Les différents traités appuyant la construction de l'Union Européenne, illustrent bien qu'une démarche a été mise en oeuvre pour délester les Etats de leurs pouvoirs en matière monétaire et transférer ceux-ci aux dirigeants des banques qui ne sont ni élus ni contrôlés par les citoyens des pays membres.

Les banques et les autres institutions financières internationales sont, en même temps, le



bras armé des multinationales et des dirigeants des pays impérialistes occidentaux.*[1] Ainsi, voit on leurs dirigeants appliquer avec empressement les saisies des avoirs de dirigeants, d'entreprises et d'associations étrangers (es), sur la base de lois extra-territoriales. Le grand banditisme est carrément atteint quand il s'agit d'appliquer des sanctions décidées unilatéralement et illégalement par le dictateur Etats-unien. L'or du Venezuela a été volé par une

banque britannique qui le détenait; les avoirs de ce pays ont été livrés au provocateur Guaido (connu pour ses accointances avec des trafiquants de drogue); des obstacles mesquins sont multipliés par les banques françaises pour s'opposer au paiement des employés de l'ambassade vénézuélienne.

Même dans les pays dits "amis", la dictature des institutions financières impose sans état-d'âme les mesures de pillage et d'austérité décidées par les multinationales. Le cas de la Grèce est emblématique à cet égard. On a vu comment, au moyen d'un chantage répugnant, elles ont contraint un gouvernement, explicitement élu pour mettre fin aux politiques d'austérité, à s'agenouiller devant leurs diktats.

Par l'intermédiaire des banques, les multinationales imposent également leur dictature à l'ensemble de la population.

Aujourd'hui, une banque peut se permettre d'écrire à ses clients pour leur demander des informations personnelles (conditions de logement, projets personnels, etc.) et menacer de fermer les comptes en cas de non-réponse...au nom de la loi. En cas d'un nouveau krack boursier provoqué par ses spéculations irresponsables, elle pourra ponctionner une contribution sur leurs dépôts...au nom de la loi!

Les clients faisant des dépôts en espèces qui dépassent les 1 000 euros*[2] subissent toutes sortes de tracasseries, soi-disant au nom de la lutte contre l'argent sale ! Alors que ce sont la plupart des grandes banques qui organisent la fuite de centaines de milliards d'euros vers les paradis fiscaux pour le compte de leurs comparses qui sont aux commandes des multinationales et des gouvernements.

Ainsi, un groupe de dictateurs qui exerce un pouvoir sans contrôle et de façon autoritaire dispose de la vie de centaines de milliers de personnes. Les multinationales poussent la masse à une consommation irraisonnée et à l'endettement, les gouvernements étranglent les "ménages," les petits agriculteurs et entrepreneurs avec une fiscalité injuste. Quand tous se retrouvent en difficultés, les prédateurs de la finance n'ont aucun complexe à faire appel à leurs huissiers. Dépressions, familles détruites, suicides! Les victimes des dictateurs de la finance se comptent par centaines de milliers.

** [1] - Soit dit en passant, ceux qui sont à la tête des multinationales, des gouvernements et des banques sont souvent associés en affaires ou unis par des liens familiaux.*

** [2] - Bien souvent cet argent est le fruit de travail informel et le client honnête peut difficilement disposer de justificatifs.*

Prochain article :
(2/4) La propagande totalitaire et la censure.

PAWOL FONDOK

« Souvent, le racisme sert de manteau à l'ignorance, à la petitesse, aux frustrations et aux aigreurs des personnes complexées et faibles d'esprit. »

Kama Sywor Kamanda

Pèp-nou gloryé konbatan septanm 1870

En cette année de commémoration du cent cinquantenaires de l'insurrection du sud, plusieurs organisations politiques ou encore associations ont célébré cet évènement, dont beaucoup de Martiniquais considèrent qu'il a eu une dimension révolutionnaire.

■ ***C'est d'abord par une déclaration politique***, largement diffusée par les militants, mais aussi relayée par des organes de presse tant en Martinique qu'à l'extérieur de notre pays, que quatre organisations ; le CNCP, le MPREOM, le PKLS, et le MODEMAS, ont marqué la célébration de cet évènement. Ces organisations tout en rappelant les faits historiques, ont mis en évidence la pleine actualité, en 2020, des conditions et des causes qui avaient conduit à l'insurrection du sud de septembre 1870. C'est pour cela que les organisations précitées ont appelé le peuple Martiniquais à bâtir une conscience nationale sur des bases durables et prôné une ligne politique et des actions de rupture avec le système français d'oppression. (*Cf. intégralité de la déclaration dans le précédent numéro de Jik An Bout*).

■ ***Le samedi 26 septembre 2020,*** les militants et sympathisants des quatre organisations se sont rendus à Desclieux, lieu où furent exécutés(es) plusieurs insurgés(es). Après la levée du drapeau Martiniquais, une gerbe a été déposée pour honorer les combattants exécutés par l'armée coloniale française. Ensuite, les responsables des organisations sont intervenus et les participants ont marché jusqu'à la place du marché de l'asile pour un magnifique lâcher de ballons aux couleurs Rouge Vert Noir de notre drapeau National.

■ ***Le dimanche 27***, une caravane, partie de la ville de Rivière pilote, a suivi le circuit emprunté par les insurgés. Des prises de parole ont été faites sur les lieux où s'étaient déroulés des événements marquants de l'insurrection. La journée fut clôturée par une marche sur la trace des insurgés jusqu'à la stèle du souvenir érigée en mémoire des combattants. Là aussi, la cérémonie a été ponctuée par la levée des couleurs, le dépôt de gerbes et d'un discours de clôture. Les participants ont ensuite été conviés à partager une collation qui clôturait la semaine de commémoration.

■ ***Pendant toute la semaine***, de nombreuses autres associations ont proposé des activités de commémoration de l'insurrection : l'UFM (*Union des Femmes de la Martinique*), Culture et Egalité ou encore le MIR. Cette dernière organisation a offert au public une très belle pièce de théâtre écrite par Claudette DUHAMEL et jouée par des jeunes amateurs. Elle faisait le lien entre la révolution anti-esclavagiste de 1848 et l'insurrection de 1870. Le spectacle a enthousiasmé le public.

★

FOK SAV SA

▪ CATALOGNE : LA DICTATURE MONARCHISTE ESPAGNOLE A ENCORE FRAPPE !

La Cour Suprême du "régime" espagnol a confirmé la condamnation à un an d'inégibilité du Président du Gouvernement de Catalogne, M. Quim TORRA, pour "délit de désobéissance" ! ...Il avait refusé d'enlever un emblème Catalan de la façade du siège du Gouvernement Régional ! Rappelons que des précédents dirigeants de ce gouvernement ont été lourdement condamnés et croupissent en prison, pour avoir organisé un référendum. (A l'occasion duquel, les électeurs, hommes comme femmes et personnes âgées, avaient subi une violence barbare).

L'Union Européenne, hypocrite donneuse de leçons s'il en est, n'a évidemment ni dénoncé, ni pris de sanctions !

▪ DES CRIMES RACISTES CONTRE L'HUMANITE !

Que ce soit les nazis en Allemagne, les Afrikaners en Afrique du Sud ou les adeptes du White Power aux USA, les suprématistes ont toujours cherché les moyens d'éradiquer les "races" dites "inférieures." Les stérilisations forcées font partie des méthodes utilisées. Jik An Bout rapporte ci-dessous deux révélations concernant les USA et datant de ce mois qui illustrent leur barbarie.

1) La revue "American Review of Political Economy" révèle que, de ***1929 et 1974***, un programme de stérilisation des noirs a été mis en oeuvre dans l'État de Caroline du Nord aux USA. Les blancs et autres communautés n'étaient pas concernés. ***Il s'agissait de contrôler la reproduction des noirs!*** William Darity Jr, professeur à l'Université Duke, auteur de l'étude au côté de Rhonda Sharpe, a établi que ***2 100 stérilisations ont été réalisées*** sur la période ***1958-1968. Au total, 7600 hommes, femmes et des enfants (âgés de dix ans!), ont été soumis à ce programme qui n'est autre chose qu'un crime contre l'humanité.***

** Selon certains médias, l'Etat américain aurait mis en place un fonds d'indemnisation pour les victimes encore en vie de ce programme.*

2) Toujours aux USA, mais pendant ce mois de septembre 2020! On apprend que des stérilisations forcées ont été pratiquées sur des femmes latino-américaines dans un centre de détention pour migrants sans-papiers. C'est grâce à une infirmière lanceuse d'alerte que le crime a été connu. Elle a été licenciée mais cela a permis que plusieurs ONG portent plainte auprès du gouvernement étatsunien contre l'entreprise qui gère le centre de détention.

Comment comprendre que ces deux révélations, d'une telle gravité, n'aient pas provoqué un tollé dans les "grands médias"? On a toujours su que leurs indignations et leurs compassions étaient à géométrie variable, mais ici s'ajoute la complicité sournoise qui lie les suprématistes conscients et inavoués.

■ CACHEZ CETTE DICTATURE QUE L'OCCIDENT NE SAURAIT VOIR !

En Colombie, depuis l'assassinat d'un jeune avocat par la police, de grandes manifestations secouent la capitale Bogota et de nombreuses autres villes du pays. A la date où nous rédigeons cet article on compte 13 morts et 75 blessés par balles. Des mobilisations de solidarité avec le peuple colombien ont eu lieu dans le reste du monde (Toronto, Vancouver, Lyon, Zurich, Barcelone, Londres, Paris). A-t-on entendu les gouvernements occidentaux dénoncer les "brutalités du régime"? Ont-ils exigé des "enquêtes indépendantes"? Ont-ils brandi la menace de sanctions. Evidemment non! Il s'agit d'une dictature amie! Jik An Bout vous propose un article de *Mathieu Raffini publié par TELESUR qui évoque les exactions dont le dictateur Ivan Duque est responsable.*

"Dans le silence mondial le plus total se multiplient, depuis de nombreuses années en Colombie, et d'autant plus depuis le début de l'année, les meurtres de militants, qu'il s'agisse de dirigeants politiques, de militants pour les Droits de l'Homme, de féministes, de paysans, de simples citoyens activistes, des militants des peuples autochtones, etc.

Ils et elles sont ainsi 971 à avoir été assassinés depuis 2016, dont 166 cette année en date du 15 juillet. Il est important de noter qu'en 2016 des accords de paix avaient été signés entre les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) et le gouvernement afin de mettre fin à un conflit les ayant opposés pendant près de 50 ans et ayant fait des milliers de victimes. Les ex-combattants, militants progressistes se battant pour de nombreuses causes en faveur des droits humains dans le pays depuis le début du conflit se sont donc retrouvés dans différentes organisations afin de pouvoir continuer à mener leur combat de façon légale pour une vie digne et la justice sociale pour toutes et tous en Colombie.

Il a également été constitué un nouveau parti politique, communiste et bolivariste, la Force Alternative Révolutionnaire Commune (FARC), qui agit depuis 2017 pour le progrès social dans les différentes régions de Colombie. Pourtant, ces accords de paix ne semblent pas être respectés par le gouvernement, étant donné que, comme indiqué auparavant, les meurtres de militants ne cessent de se multiplier. Les coupables ne sont pas recherchés. Ils sont ainsi, depuis 2016 seulement 37% à avoir été identifiés (la majorité étant des paramilitaires proches du gouvernement), tandis que les autres coupables n'ont visiblement aucun intérêt pour le gouvernement à être retrouvés. C'est devant cette recrudescence de violence envers les militants des mouvements sociaux que s'est constituée la Marche pour la Dignité en Colombie, constituée de 40 organisations (politiques, culturelles, syndicales, étudiantes, paysannes et représentants des différents peuples) partie des différentes régions le 25 juin et qui a convergé pour arriver la semaine dernière à Bogota. Elle avait pour but d'exiger du gouvernement des mesures de protections fortes envers les militants.

Toutefois, constatant la répression dont elle est victime, la Marche pour la Dignité en Colombie appelle dorénavant à une mobilisation permanente contre le gouvernement, considéré comme proche des narcotrafiquants, et donc des assassins des militants progressistes. Il est assez ironique de voir que les Etats menant des politiques progressistes en Amérique sont diabolisés, comme le Venezuela ou Cuba, alors que des évènements gravissimes tels que ceux-ci se passent tous les jours et sont complètement ignorés par les médias occidentaux. On peut certainement se douter que la proximité du gouvernement colombien et des puissances capitalistes occidentales y est sans doute est pour quelque chose. Comme toujours l'indignation ne va que dans un sens, celle profitant aux capitalistes qui en en retour accuse le camp des progressistes de toutes les horreurs possibles."

SUGGESTION DE LECTURE

- ***www.legrandsoir.info / Les Révolutions de Couleurs et quelques vérités de La Palice ... (I) par Carlos Luque***
- ***www.cadtm.org / Colonialisme numérique et dette écologique par Robin Delobel.***

BILLET DU CNCP

EMPOISONNEMENT DU PEUPLE ET DE L'ENVIRONNEMENT MARTINIQUAIS : LES CRIMINELS N'ÉCHAPPERONT PAS AU CHÂTIMENT !

*Depuis plusieurs mois, la dénonciation du crime d'empoisonnement commis par l'Etat colonial, la caste békés et autres complices locaux prenait une ampleur inattendue. Le gouvernement français avait cru pouvoir écraser la contestation en systématisant la répression policière et judiciaire. Des actes de violence avérés et une cascade de procès se sont abattus sur les militants anti-chlordécone qui avaient manifesté devant les centres commerciaux. Les 28 et 29 septembre, c'était encore un militant anti-chlordécone qui était jugé pour "**diffamation, actes d'intimidation** envers un fonctionnaire de police et pour **avoir refusé de donner son code de téléphone portable,** lors d'une garde à vue". En réalité, il avait publié une vidéo dénonçant les violences policières. En saisissant son matériel et en le condamnant, le pouvoir colonial a voulu faire taire, à tout prix, tous ceux qui rendent publiques ses exactions.*

Mais la mobilisation, sous toutes ses formes continue à monter en puissance. Tous les parlementaires et de nombreux maires sont allés à la rencontre du Collectif des ouvriers (es) empoisonnés (es) par les pesticides et se sont engagés à accompagner leurs revendications. La Députée Josette MANIN, par exemple, est intervenue en ce sens à l'Assemblée Nationale Française. Pris au collet, le Gouvernement et son représentant sur place, le Préfet-gouverneur, jouent aux grands princes : " Nous comprenons votre impatience!". "La réparation va bientôt arriver. Ce sont de bons maîtres qui l'ont demandée pour vous!" On ressort à l'occasion la vieille rengaine : "La République n'abandonnera pas ses enfants" et on promet un ti-peu de "maladies professionnelles"

Bref, ce seraient les criminels eux-mêmes qui seraient habilités à juger des faits, des sanctions à prendre et des indemnisations à verser ! Eh bien, non! Forts de la légitimité de nos revendications et des jurisprudences internationales, nous continuerons à nous battre pour que le crime soit puni et que les coupables indemnisent leurs victimes. Ce qui est en jeu ici, c'est la possibilité

- de faire face à la crise sanitaire qui frappe notre peuple, contaminé à 92 % par les pesticides, décimé par des cancers, des leucémies, des pathologies cardiaques, des maladies endocriniennes, etc.

- de donner aux collectivités martiniquaises les moyens de dépolluer les sols, de réorienter l'économie en prenant en compte les impacts de l'empoisonnement des personnes et de l'environnement.

Ce combat est donc fondamentalement d'intérêt national. Tout notre Peuple doit faire corps pour le mener à bout et pour remporter la victoire.

DISCOURS DE HUGO FRIAS CHAVEZ À COPENHAGUE

A l'heure où les USA sont dévastés par des catastrophes liées au changement climatique, il nous semble opportun de reproduire l'important discours prononcé par Hugo Chávez Frías, président de la République bolivarienne du Venezuela le 16 décembre 2009 au Sommet Climatique des Nations Unies à Copenhague, (Danemark).

Ne changez pas le climat ! Changez le système ! (1/3)

« Monsieur le président, messieurs, mesdames, excellences, amies et amis

"(...) J'arrivais à peine et nous nous asseyions quand nous entendons la Présidente de la séance précédente, la Ministre, dire qu'il y avait un document là, mais que personne ne connaît. J'ai demandé ce document, nous ne l'avons pas encore ; je crois que personne ne sait rien de ce document, top secret. Maintenant, certainement, la camarade bolivienne l'a dit : "Il n'est pas démocratique, il n'est pas inclusif".

Maintenant, mesdames, messieurs : est-ce que n'est pas précisément la réalité de ce monde ? Est-ce que nous sommes dans un monde démocratique ? Est-ce que le système mondial est inclusif ? Pouvons-nous attendre quelque chose de démocratique, inclusif du système mondial actuel ? Ce que nous vivons sur cette planète est une dictature impériale et depuis ici nous continuons de la dénoncer : A bas la dictature impériale et que vivent les peuples, la démocratie et l'égalité sur cette planète !

Ce que nous voyons ici est reflet de cela : une exclusion. Il y a un groupe de pays qui se croient supérieurs à nous ceux du Sud, à nous le Tiers Monde, à nous les sous-développés, ou comme dit mon grand ami Eduardo Galeano, nous les pays écrasés comme écrasés par un train qui nous a roulé dessus durant l'histoire.

Ne nous étonnons donc pas de cela, ne nous étonnons pas : Il n'y a pas de démocratie dans le monde, et ici nous sommes, une fois encore, devant une preuve de la puissante dictature impériale mondiale.

Ici deux jeunes hommes sont montés [NDT : il parle de deux militants de Greenpeace], heureusement, les agents de l'ordre ont été décents, quelques poussées par là, et ils ont collaboré : non ?

Là-dehors il y a beaucoup de gens : vous le savez ? Clairement ils ne tiennent pas dans ce salon. J'ai lu dans la presse qu'il y a eu de multiples détentions, de multiples protestations intenses là dans les rues de Copenhague, et je veux saluer tous ces gens qui sont là-dehors, la plupart d'entre eux sont des jeunes. Certes, ce sont des jeunes gens préoccupés beaucoup plus que nous je crois, et avec juste raison par l'avenir du monde. La majorité de ceux qui sont ici ont le soleil dans le dos ; ceux qui sont dehors ont le soleil devant eux et ils s'inquiètent beaucoup.

On pourrait me dire, monsieur le président, un fantôme parcourt Copenhague, en paraphrasant Karl Marx, le grand Karl Marx. Un fantôme parcourt les rues de Copenhague, et je crois que ce fantôme marche en silence dans cette salle, il passe entre nous, il passe par les couloirs, sort par dessous, monte. Ce fantôme est un fantôme épouvantable, presque personne ne veut le nommer. Le capitalisme est le fantôme ! Presque personne ne veut le nommer, c'est le capitalisme.

Là, les peuples rugissent, dehors, ils sont entendus.

J'ai lu plusieurs slogans qui sont peints dans les rues, et je crois les slogans de ces jeunes gens; j'en ai entendu certains quand sont venus le jeune homme et la jeune fille là-bas. Il y en a deux que j'ai noté, deux slogans puissants entendus parmis d'autres :

*L'un est : **"Ne changez pas le climat, changez le système"**, et je prends cette phrase pour nous : Ne changeons pas le climat, changeons le système et, par conséquent, nous commencerons à sauver la planète. Le capitalisme, le modèle de développement destructif est entrain d'en finir avec la vie, et menace certainement d'en finir avec l'espèce humaine.*

*L'autre phrase pousse à la réflexion, très en phase avec la crise bancaire qui a parcourue le monde et qui le frappe encore, est la manière dont les pays riches du Nord ont aidé les banquiers et les grandes banques ; les seuls États-Unis pour sauver des banques…, bon, j'ai perdu le chiffre, mais c'est astronomique. Ils disent dans les rues : **"Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvé"**, et je crois que c'est vrai. Si le climat était une banque capitaliste, les plus grands, les gouvernements riches l'auraient déjà sauvé.*

Je crois qu'Obama n'est pas arrivé, il a reçu le Prix Nobel de la Paix presque le même jour où il envoyait encore 30 000 soldats pour tuer des innocents en Afghanistan, et il vient se présenter maintenant ici avec le Prix Nobel de la Paix le Président des États-Unis.

Les États-Unis ont la petite machine pour faire des billets, pour faire des dollars et ils ont sauvé…, bon, ils croient avoir sauvé les banques et le système capitaliste. (...)

Eh bien, soyez fixés, en venant là j'ai eu le goût de connaître cet écrivain français, Hervé Kempf. Je recommande ce livre, je le recommande, il est traduit en espagnol — il est là Hervé — aussi en français, et en anglais sûrement, Comment les riches détruisent la planète, de Hervé Kempf. En cela il dit ce que le Christ a dit : "Il sera plus facile de faire passer un chameau dans le chas d'une aiguille, que de faire entrer un riche dans le royaume des cieux". Le Christ Notre Seigneur a dit cela.

(A suivre).

AGENDA

Réunion publique du Collectif des Ouvrier(es) Agricoles empoisonnés (es) par les pesticides

Dimanche 11 octobre 2020
09 H00
Bourg du François

Renseignements :
0696.74.19.51.

A découvrir sur :

www.jikanbouttv.com :

" Décoloniser l'écologie "
Climate Justice Camp.

&

La Page facebook de Jik An Bout :

La vidéo de l'émission du dimanche 27 septembre sur RFA - Thème :

"Dictature- Chlordécone - Résistance".

★★★